

Le coin des think tanks

Chaque mois, une question d'actualité vue par trois cercles de pensée

RUBRIQUE COORDONNÉE
PAR BÉATRICE MATHIEU



La « flat tax », une idée saugrenue ?



**YANN
COATANLEM**
Président
du Club Praxis

« Il faut créer un système mixant proportionnalité et redistribution »

LA « FLAT TAX » DÉSIGNE UN IMPÔT à taux unique, et donc proportionnel aux revenus, dont la popularité, depuis l'Ancien Régime, s'est toujours située à l'opposé de son efficacité, puisqu'elle touche tous les contribuables avec une simplicité redoutable.

Aujourd'hui, certains candidats à la primaire de la droite le ressortent des cartons au nom de la modernité et de la simplicité. C'est un peu vite oublier que, dans nos économies, la question de la redistribution est essentielle. Si l'on considère l'ensemble de la relation

entre le citoyen et l'Etat, avec d'un côté la totalité des recettes collectées (impôts sur le revenu, contributions sociales, impôts locaux, ISF, TVA...) et de l'autre les sommes redistribuées (prestations sociales), le solde ne peut être proportionnel aux revenus : il est typiquement un pourcentage négatif pour les ménages les plus modestes, un pourcentage positif pour les ménages les plus aisés. Et donc, depuis Milton Friedman, deux types de *flat tax* sont en fait envisagés : d'une part, un impôt purement proportionnel aux revenus ; d'autre part, un impôt négatif, remplaçant les aides sociales et fonctionnant exactement comme dans un système à tranches multiples. Dans ce dernier cas, cela conduit à recevoir de l'argent de l'Etat jusqu'à un certain seuil de revenus. Alors que le grand soir fiscal a été maintes fois évoqué... et autant de fois enterré, osons aujourd'hui une vraie réforme ! Pourquoi ne pas supprimer tous les impôts directs et aides sociales existants et les remplacer par un seul taux positif au-delà d'un certain seuil (en différenciant néanmoins revenus du travail et revenus du capital), et par deux taux négatifs arrimés à un revenu

universel ? Dans ce cas précis, alors, la nouvelle fiscalité est paradoxalement plus progressive que le système actuel.

Il faut supprimer de nombreuses niches purement financières

L'enjeu de la réforme de l'imposition directe n'est donc pas dans une proportionnalité illusoire, mais plutôt dans la définition d'objectifs clairs de politique publique. Tout d'abord, le calcul de l'impôt doit être beaucoup plus simple pour rendre la fiscalité plus prédictive et minimiser son optimisation. La simplification milite pour moins de tranches. Une bonne réforme a ensuite besoin d'équité pour rendre les prélèvements obligatoires acceptables au plus grand nombre. Cela devra donc passer notamment par la suppression de nombreuses niches purement financières. Enfin, autre objectif important : la stabilité. On peut l'obtenir en favorisant l'assiette la plus large pour dissuader le gouvernement d'augmenter trop souvent les taux d'imposition, ce qui signifie aussi un nombre de tranches le plus réduit possible. A la TVA de jouer un rôle d'amortisseur des chocs budgétaires. ©